

L'Humanité

rouge



Prolétaires de tous les pays,
unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi
7 avril 1976

No 465

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Lip

L'HEURE EST À LA RIPOSTE



Le patronat et son gouvernement n'ont jamais digéré la magnifique lutte des «LIP».

Lundi matin, Jean Sargueil — le récent PDG de Lip — a annoncé que l'entreprise était en état de cessation de paiement, que le conseil d'administration ne continue plus, ce qui veut dire un dépôt de bilan.

Le midi, quand la nouvelle a été connue, l'ensemble du personnel a arrêté le travail pour l'après-midi. Des assemblées générales d'information ont eu lieu et les discussions par petits groupes vont bon train ainsi que les allusions au «combat de 73». De nouvelles AG (2 par jour) se tiendront pour examiner la situation et l'or-

ganisation de la riposte.

Dans l'industrie horlogère, comme dans le textile ou la chaussure, le patronat mène une politique de restructuration à outrance. Cette politique capitaliste vise à liquider les secteurs qu'il juge aujourd'hui comme n'étant pas suffisamment rentables, pour ses profits, compte tenu de la concu-

rence internationale.

C'est donc dans ce plan que s'intègre la tentative de liquidation de Lip.

Pour les travailleurs de Lip, il n'est pas question d'accepter une prétendue fatalité, c'est le refus catégorique de toute espèce de licenciement. L'heure est à la riposte.

CAMBODGE

S.N Sihanouk renonce
à toute responsabilité politique

«Tous mes vœux les plus chers se sont réalisés»

Ainsi qu'il l'avait déclaré à maintes reprises au temps de la guerre de libération contre l'impérialisme américain, le prince Norodom Sihanouk, chef de l'État du Cambodge et président du Front national du Cambodge, vient, dans une déclaration diffusée à la radio de PhnomPenh, d'annoncer son retrait de la scène politique.

Les impérialistes et les réactionnaires de tout bord ne manqueront pas de chercher dans cet événement, le prétexte à de nouvelles calomnies contre le Cambodge démocratique, sorti vainqueur, par ses propres forces, d'une guerre longue et difficile contre l'impérialisme américain, sans avoir accepté de s'inféoder au social-impérialisme russe.

Par avance la déclaration du prince Sihanouk et celle du gouvernement cambodgien réfutent ces détracteurs qui enragent des succès du Cambodge démocratique.

Le prince, dans le document officiel annonçant sa demande de retraite déclare en effet :

«...En ce qui me concerne, je suis extrêmement fier et heureux d'avoir pu, depuis mars 1970, accompagner le peuple du Kampuchea bien aimé dans ce prestigieux et historique voyage qui aboutit, aujourd'hui, à

l'entrée du Kampuchea dans une nouvelle ère où le peuple sera désormais le vrai et le seul maître de ses destinées et des destinées de la nation et de la patrie, une nouvelle ère qui sera sans aucun doute la plus radieuse et la plus glorieuse de notre histoire nationale bimillénaire.

«Quand le 18 mars 1970 le coup d'État de Lon Nol et de sa bande eut lieu à Phnom Penh, je m'étais juré et j'avais juré au peuple du Kampuchea que lorsque j'aurais réussi à l'accompagner jusqu'à la rive de la victoire totale sur l'impérialisme US et les traîtres, et aussi jusqu'au seuil de la nouvelle ère révolutionnaire, je me retirerais complètement et définitivement de la scène politique car mon rôle en toute logique devrait se terminer à ce moment-là. (...)

«Ainsi donc, tous mes vœux les plus chers se sont réalisés. (...)

(Suite page 2)

LIBAN

Déjà
18 000 morts

Quatre jours après l'acceptation d'une trêve précaire, la situation politique et militaire demeure toujours confuse au Liban où l'on n'entrevoit toujours pas d'espoir d'un règlement politique décisif.

Ce pays entre ainsi dans la cinquante et unième semaine d'une guerre civile qui a déjà coûté le chiffre énorme de 18 000 morts.

Alors que l'envoyé de l'impérialisme américain multiplie les entretiens avec les phalangistes qui qualifient de «constructives» ses propositions, le «bloc des gauches» dont la politique «jusqu'au boutiste» sert à l'évidence les intérêts du social-impérialisme russe en prolongeant les combats au risque d'une internationalisation du conflit, n'a encore fait aucune offre sérieuse de négociations, tout en dénonçant à mots couverts les efforts que la Syrie ne cesse de déployer pour faire cesser la guerre civile et trouver une issue politique au conflit.

Une telle situation, profondément néfaste aux intérêts des masses libanaises si cruellement éprouvées par cette guerre insensée, comme aux intérêts nationaux du Liban menacé d'éclatement, ne peut que réjouir les ennemis des peuples libanais et palestiniens : Israël et les deux superpuissances dont la rivalité de plus en plus acharnée risque d'embraser bientôt toute la région du Proche-Orient.

Espagne

31 prisonniers politiques s'évadent à Ségovie

Trente et un prisonniers politiques, principalement membres de l'organisation basque ETA et du Front révolutionnaire antifasciste et patriote (FRAP— se sont évadés lundi soir de la prison de Segovie, réalisant la plus spectaculaire évasion d'une prison espagnole depuis la guerre civile. Plusieurs d'entre eux avaient été condamnés à des peines allant de vingt à trente ans de prison.

Les prisonniers ont utilisé le réseau de canalisation des eaux pour réussir leur évasion. Une véritable «chasse à l'homme», avec des effectifs très importants, a immédiatement été mise en place par la police espagnole, mais jusqu'ici sans succès. Les

prisonniers évadés ne manqueront pas, en effet, d'appuis dans le peuple espagnol.

La répression politique continue par ailleurs à s'exercer sur une grande échelle en Espagne : cinquante militants de l'organisation ETA ont été arrêtés au cours de la semaine écoulée dans les provinces de Guipuzcoa, Biscaye et Navarre, et mis à la disposition d'un juge militaire. 194 personnes ont, par ailleurs, été arrêtées au cours des manifestations de samedi dernier.

Mais la violence même de la répression ne fait qu'accroître la détermination des peuples d'Espagne d'en finir avec le fascisme qui les opprime depuis bientôt 40 ans.

LE MOUVEMENT ETUDIANT REPREND AVEC FORCE

Malgré les vacances de Pâques et contrairement à l'expérience des précédents mouvements lycéens et étudiants, la lutte des étudiants contre la réforme Soisson-Seite ne s'est pas éteinte avec les congés scolaires.

De nombreuses assemblées générales se sont tenues dans la plupart des universités parisiennes. Plusieurs d'entre elles ont voté la grève immédiate,

les autres devant se prononcer ce mardi. C'est ainsi que les facultés de Paris 5 (Arts et Métiers), Paris X (Nanterre), Paris XIII (Villetaneuse) et Tolbiac ont déjà repris la grève.

En province l'université de Clermont-Ferrand, celle de St-Étienne, la faculté des Lettres de Brest se sont déjà remises en grève tandis que dans la plupart des autres villes universitaires des assemblées géné-

rales doivent se tenir ce mardi. La volonté de lutte des étudiants est dans bien des cas supérieure à celle qui se manifesterait, déjà élevée pourtant, à la veille des congés de Pâques. De nouvelles catégories d'étudiants se mobilisent d'ailleurs puisque les centres hospitaliers universitaires participent de plus en plus largement au combat, notamment à Marseille et Nancy.

GRANDE-BRETAGNE CALLAGHAN : AMI DES SUPERPUISSANCES, ENNEMI DES OUVRIERS ANGLAIS

L'élection de James Callaghan à la tête du Parti travailliste où il remplace Harold Wilson, a été accueillie avec satisfaction aussi bien à Washington qu'à Moscou. Ses vues sur le leadership des USA au sein de l'OTAN sont en effet en parfait accord avec celles de Henry Kissinger avec lequel il entretient par ailleurs d'excellentes relations personnelles.

De son côté, Radio-Moscou, dans un commentaire diffusé lundi soir, l'a qualifié «d'éminent militant du Parti travailliste anglais», rappelant qu'il s'est rendu plusieurs fois en Union soviétique. L'anti-européen bon teint qu'est Callaghan ne peut en effet que plaire aux dirigeants du Kremlin.

Mais c'est un sombre tableau économique qu'il a peint aux travailleurs anglais pour les inciter à se serrer davantage encore la ceinture, rendant leurs revendications salariales et leur «train de vie» responsables du chômage et de l'inflation.

La classe ouvrière britannique saura répliquer comme il convient à ce langage qui n'est pas différent de celui de son prédécesseur.

COLOMBIE L'ARMÉE A L'UNIVERSITÉ

Le gouvernement colombien vient de fermer pour une durée indéterminée l'université d'État de Bogota, d'imposer une censure partielle à la radio et à la télévision colombiennes et d'interdire toute manifestation politique dans le pays. Toutes ces mesures s'ajoutent encore à la rigueur de l'état de siège effectif dans toutes les régions.

Les violentes manifestations d'étudiants se sont cependant poursuivies après la fermeture de l'université d'État qui abrite 25 000 d'entre eux, malgré le quadrillage de la ville par des troupes armées qui ont reçu l'ordre d'ouvrir le feu sur les manifestants.

LA YOUGOSLAVIE RÉAFFIRME SA POLITIQUE D'INDÉPENDANCE

Ni l'URSS ni les États-Unis n'ont pris leur parti de l'indépendance yougoslave et «leurs efforts pour élargir chez nous leurs influences respectives sont un problème permanent» a récemment déclaré Milos Minc, secrétaire yougoslave aux Affaires étrangères.

Dans un rapport présenté devant les cadres supérieurs de l'armée, il cite en exemple des pressions américaines à propos d'un prétendu pont aérien vers l'Angola via la Yougoslavie. «Nous avons nié l'existence de ce pont aérien, nous leur avons dit que si nous l'avions autorisé, nous l'aurions fait savoir», a-t-il précisé à ce sujet.

Le ministre yougoslave s'est également plaint d'une récente réactivation de l'émigration kominformiste (prosoviétique) dans les pays de l'Est.

Il a ajouté que cette tentative de former une «cinquième colonne» contre la Yougoslavie, avait fait l'objet de protestation diplomatiques sans que cela amène un quelconque changement.

Enfin le ministre yougoslave a souligné que le problème majeur dans les relations de son pays avec l'Europe occidentale réside dans le déficit commercial d'une ampleur «qui risque de menacer l'indépendance économique de la Yougoslavie.»

S.N Sihanouk renonce à toute responsabilité politique

«Tous mes vœux les plus chers se sont réalisés»

(Suite de la page 1)

«En ce qui me concerne personnellement, tout de suite après la libération, notre peuple, notre Angkar révolutionnaire, notre armée révolutionnaire, m'ont solennellement rendu hommage en tant que patriote résistant, et m'ont spontanément renouvelé le mandat de chef de l'État du Kampuchea. Ensuite ils m'ont invité à rentrer officiellement au Kampuchea et ils m'y ont réservé, comme ils l'ont déjà fait en pleine guerre en mars 1973, un accueil solennel, extrêmement cordial et chaleureux, et offert une hospitalité pleine d'affection, de respect et de prévenance. (...)

«C'est dans ces sentiments que, certain de la compréhension fraternelle à mon égard de notre peuple et de notre Angkar révolutionnaire, je leur demande d'avoir la bonté de me permettre de prendre à partir d'aujourd'hui ma retraite, tout en leur donnant l'assurance que je resterai toujours, en tous lieux et en toutes circonstances, un fervent supporter du peuple du Kampuchea, de la révolution, de l'Assemblée du peuple, du gouvernement, du présidium de l'État, de l'Angkar révolutionnaire et de l'armée révolutionnaire mohaschar du Kampuchea démocratique. (...)

A cette demande, le gouvernement du Cambodge démocratique a répondu en

ces termes fraternels et chaleureux :

«... Le Conseil des ministres estime que Samdech Norodom Sihanouk est un prince éminemment patriote qui a pris une part active à la lutte de libération nationale contre la guerre d'agression extrêmement barbare des impérialistes américains et de leurs valets. (...) Cependant Samdech a exprimé le souhait de prendre sa retraite pour se consacrer à sa vie familiale après 35 années

représentants du peuple ce qui suit :

«1) En reconnaissance des services rendus à la nation du Kampuchea par Samdech Norodom Sihanouk qui a pris une part active à la libération nationale (...), le Conseil des ministres est unanime pour proposer de conférer à Samdech Norodom Sihanouk le titre de grande personnalité patriote. En même temps, le Conseil des ministres propose l'érection d'un monument en



Au cours de la lutte de libération une chaleureuse rencontre entre S. N. Sihanouk, Kieu Samphan et d'autres dirigeants du FUNK.

d'activités politiques. Le Conseil des ministres a exprimé ses regrets devant cette demande de retraite de Samdech Norodom Sihanouk, mais, respectant son haut souhait, le Conseil des ministres a décidé d'accepter cette demande et en même temps le Conseil des ministres a décidé de proposer à l'Assemblée des

hommage aux services rendus par Samdech Norodom Sihanouk.

«2) Le gouvernement du Kampuchea démocratique assurera entièrement les moyens d'existence de Samdech et de sa famille dignes de son titre d'ancien chef de l'État et ancien président du Front uni national du Kampuchea. (...)

ONU : 3e conférence sur le droit de la mer

Le tiers-monde contre les grandes puissances

Dans son numéro 631 du 26 mars au 1er avril 1976, l'hebdomadaire algérien «Révolution africaine» vient de publier un article concernant la Conférence sur le droit de la mer, sous le titre «Un enjeu énorme».

L'organe central du FLN s'oppose aux prétentions des deux superpuissances dans les termes suivants :

«... En fait le droit de la mer a déjà changé. Tout le monde ou presque est d'accord pour reconnaître les droits privilégiés des États jusqu'à 12 miles (1 mile marin équivaut à 1 852 mètres) des côtes pour les eaux territoriales, à 200 miles pour les zones économiques exclusives et pour considérer, en principe du moins, les grands fonds marins comme "le patrimoine commun de l'humanité". Il apparaît néanmoins que les grandes puissances maritimes qui veulent conserver leur liberté actuelle pour des raisons économiques, militaires et stratégiques évidentes, ont uniquement accepté d'entériner ce concept pour des raisons politiques. Dans la

pratique elles s'efforcent d'en limiter au maximum la portée.

Les pays du tiers monde qui considèrent devoir être les principaux bénéficiaires de l'exploitation de cette zone en préconisent donc la gestion directe par une autorité internationale souveraine.

Pour les USA cette autorité devrait se borner à délivrer des licences d'exploitation à des entreprises privées qui jouiraient de droits exclusifs dans les zones attribuées.

Quant à l'URSS, si elle préconise un contrôle strict de cette autorité internationale sur les sociétés privées, elle le rejette catégoriquement pour les sociétés d'État !...»

L'article conclut ainsi : «... Les grandes puissances ont été les premières à

enfreindre le principe de la liberté de la mer quand il s'est agi de leurs intérêts. Mais actuellement, compte tenu de l'inégalité des possibilités techniques et financières, ce principe les favorise. Or, tout retard dans l'adoption d'une nouvelle législation régissant le droit maritime international, contribue à creuser davantage le fossé entre les pays industrialisés et les pays du tiers monde.

Dans cette perspective l'attitude de l'éditorialiste du «Monde» reflète parfaitement les intérêts des grandes puissances puisqu'il se demande si une convention est vraiment nécessaire, «un tel projet, ayant plus de chance de voir le jour d'ici 10 ou 15 ans sur la base du droit coutumier en voie de création aujourd'hui.»

nouvelles du monde

JAPON : PROTESTATIONS CONTRE L'ESPIONNAGE AÉRIEN SOVIÉTIQUE

Les activités agressives de l'URSS contre le Japon sont largement commentées dans la presse de Tokyo ces jours-ci. Le «Sekai Shuto» indique que les avions espions soviétiques à la recherche de renseignements militaires concernant le Japon ont suscité une attention particulière. Il précise que les avions d'autodéfense du Japon effectuent souvent des vols urgents pour chasser les avions soviétiques qui procèdent à des incursions continuelles dans l'espace aérien japonais. C'est ainsi que durant l'année 1975, les avions d'autodéfense japonais ont dû effectuer 23,4 sorties en moyenne chaque mois, correspondant à de semblables intrusions soviétiques.

CORÉE : LES USA FONT GRANDIR LA TENSION

La 372e réunion de la Commission militaire d'armistice de Corée s'est tenue récemment à Panmunjom, à l'initiative de la partie coréo-chinoise.

L'impérialisme US y a été sévèrement dénoncé pour avoir lancé des provocations armées 5 000 au cours des deux seuls premiers mois de l'année et mené des exercices militaires d'attaques simulées sur terre, sur mer et dans les airs, contre la partie nord de la République coréenne.

KENYA : CONDAMNATION DU SOCIAL-IMPÉRIALISME RUSSE

Le journal kenyan «Daily Nation» vient de dénoncer, dans un récent éditorial l'infiltration soviétique en Afrique, en ces termes :

«Évidemment la Russie a un plan à propos de l'Afrique, dans le contexte de sa stratégie globale...

«L'Afrique doit en finir avec le colonialisme sur le continent et éliminera à temps les derniers vestiges d'un système odieux. Mais, comme nous l'avons dit à maintes reprises auparavant, faisons-le nous-mêmes, sans inviter d'autres étrangers à prendre la place de ceux dont nous sommes en train de nous débarrasser.»

TIMOR EST : ENCORE DES SUCCES MILITAIRES POUR LE FRETILIN

Le peuple et les forces armées de Timor Est poursuivent leur guerre de résistance contre les envahisseurs indonésiens.

Durant la dernière semaine de mars, à Losbalos, les forces du FRETILIN ont abattu un hélicoptère, détruit deux camions militaires et tué plusieurs soldats des forces indonésiennes.

A Baucau, plus de 20 soldats ennemis ont été anéantis, un dépôt de céréales a été pris ainsi que de nombreuses armes et munitions.

Au cours du mois écoulé, plus de 80 agresseurs indonésiens ont été tués au cours d'autres engagements.

nouvelles intérieures

Municipales

Le PCF sur les charbons ardents

Paul Fromont, membre du Comité central du PCF a rappelé lundi soir à Poitiers la proposition du Parti communiste français d'un accord national entre les partis de l'Union de la

gauche pour les prochaines élections municipales.

« Il n'est pas question de règlement au coup par coup, a dit Fromont. Il est essentiel que s'affirme une volonté politique com-

mune dans une égalité des droits, des devoirs et de reconnaissance proportionnelle pour chaque force démocratique en place. Nous ne discuterons pas pour l'instant au niveau de la tactique électorale, a-t-il ajouté. Il faut avant tout un accord politique des formations. »

Depuis les cantonales les dirigeants du PCF n'y tiennent plus : ils ont déjà entamé les « municipales » et pensent aux législatives. Dans le cas des élections municipales il s'agit pour eux de bénéficier des communes tenues par le PS. Jusqu'à présent le Parti socialiste en effet les tenait à l'écart dans ses forteresses de Lille et Marseille. Or Mitterrand a promis ce week-end des sanctions pour les dirigeants récalcitrants à « l'Union de la gauche ». Cette Union de la gauche que les uns et les autres veulent faire mousser et rendre crédible pour détourner les travailleurs d'une juste lutte révolutionnaire.

L'issue des luttes actuelles n'est pas dans les élections bourgeoises et une « autre » gestion du capitalisme mais bien dans une remise en cause fondamentale du système d'exploitation de l'homme par l'homme et dans la destruction de l'État bourgeois.



Violences policières et violence populaire

5 ans après une « banale » ratonnade...

Paris, le 9 février 1971 à l'appel du Secours rouge une manifestation de soutien aux ouvriers de l'usine des Batignolles à Nantes se rassemble près de la butte Montmartre. Marcellin à cette époque premier flic de France interdit systématiquement toute manifestation « gauchiste ». La manifestation est donc interdite et les sinistres brigades d'intervention se livrent à une « ratonnade » contre les manifestants isolés. Un jeune militant de 21 ans, Richard Deshayes, entend une jeune fille qui crie : elle se fait « tabasser » ; il se retourne et tombe abattu d'une grenade délibérément tirée à tir tendu. Le visage enfoncé, un œil éclaté, Richard Deshayes perd pratiquement la vue. Sa famille porte plainte contre la police. L'enquête traîne en longueur on s'en doute. Finalement en 1974, un policier est inculpé de « blessures involontaires ». Inculpé à un bon moment puisque c'est alors

brigades d'intervention. Le verdict sera rendu ce mercredi 7 avril. Mais comme dans ce genre de cas joue ce que la justice bourgeoise appelle la « jurisprudence de Charonne » (les manifestants assassinés en 1961 sont considérés comme co-responsables de leur mort) on imagine aisément ce que pourra être le jugement.

Rien de bien nouveau direz-vous ? C'est exact ! La police, la justice, les lois, tout cela appartient à la bourgeoisie et est destiné à défendre ses intérêts. Alors pourquoi revenir sur cette ancienne affaire ? Tout simplement parce que depuis 1968 plusieurs ouvriers, paysans, étudiants ont été soit assassinés, soit grièvement blessés par les bandes armées du capital.

Gilles Tautin, Blanchet, Beylot, Overney, et récemment Boyer et Poytes morts pour s'être révoltés. Ce qui prouve bien que la bourgeoisie demeure « pacifique » dans les conflits de classe seulement tant que ses intérêts ne sont pas remis en cause. Cela les masses populaires le comprennent de plus en plus. Et lorsque des payans corses ou du Midi viticole prennent le fusil pour riposter aux CRS, il s'agit véritablement d'un pas important. D'ailleurs c'est

tellement vrai que tous, absolement TOUS les chefs de file bourgeois s'en inquiètent. Et ne voilà-t-il pas que le secrétaire général du « syndicat » des CRS déclare : « J'ai entendu des camarades dire qu'ils préfèrent encore — mots affreux — ETRE LE BOUCHER QUE LE VEAU ».

Or nous venons de le voir jusqu'à présent c'est du côté des travailleurs que l'on a compté morts et blessés. Les forces de répression sont déjà éduquées en « boucher » : ce sont elles et non le peuple qui sont armées dans ce système capitaliste.

Alors ? Ceux qui prônent la non-violence populaire ne sont-ils pas hautement coupables. Coupables de trahison des intérêts ouvriers et populaires ? D'ailleurs l'exemple du Chili l'a montré récemment encore, l'opportunisme et le pacifisme bélant face au loup ne conduit qu'à la défaite. La seule voie à suivre est celle de la lutte de masse révolutionnaire ; seule celle-ci est capable d'abattre l'État bourgeois pilier du pouvoir capitaliste.

Une telle lutte ne peut être menée qu'en combattant sans répit le principal pilier idéologique de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers, le révisionnisme des dirigeants du PCF.

Grave incendie à Donges

5 ouvriers tués

Il était 18 h 15 environ lundi soir lorsqu'un grave accident du travail s'est produit à Donges (Loire-Atlantique) dans la plus grande raffinerie de France.

Cinq hommes d'une entreprise de sous-traitance de la raffinerie « Antar » travaillaient à la finition d'une

gaine de raccordement destinée à recueillir les vapeurs des fours situés à proximité et à les évacuer vers une cheminée « antipollution », et d'autre part vers une chaudière qui récupérait et brûlait des calories. Cette gaine de récupération était longue d'environ 100 mètres et large d'à peu près 4 mètres.

Les cinq hommes travaillaient à l'intérieur de cette grande tuyauterie pour la terminer, lorsque la grande conduite métallique devait soudain s'affaisser. Une défaillance d'une béquille qui la soutenait serait à l'origine de l'accident. En s'effondrant sur des canalisations contenant du naphtha à 300 degrés, la gaine dans sa chute provoquait immédiatement un incendie.

L'inflammation du naphtha fut instantanée et les ouvriers en furent les victimes. Les premiers renseignements recueillis sur place indiquaient que les cinq ouvriers avaient péri. Toutefois, après être devenus maîtres du sinistre, les services de secours n'en retrouvaient que quatre.

Aux portes de la raffinerie, quelques ouvriers, massés derrière les grilles avec les journalistes et contenus par le « service de sûreté » de la raffinerie, attendaient, en début de soirée, de savoir comment l'accident s'était produit.

Les capitalistes en imposant des conditions de sécurité dérisoires sont responsables de la mort de 5 ouvriers. La direction n'était même pas capable d'identifier les ouvriers tués dans l'accident. En effet, afin de se décharger, elle faisait appel à une entreprise de sous-traitance.

Les ouvriers employés dans la dangereuse opération n'étaient donc pas probablement préparés aux dangers de la raffinerie, les mesures de sécurité qui auraient dû être prises par les capitalistes ont indéniablement été insuffisantes : il n'y a pas de fatalité. Ce sont des ouvriers qui sont morts, non des patrons.

Chateauroux

Le personnel de la SNIAS occupe les locaux

Le personnel de l'usine SNIAS de Déols-Chateauroux a décidé, lundi soir, d'occuper les locaux pour protester contre la fermeture prochaine de cette unité.

Cette décision a été prise en fin de journée à l'issue d'un vote à bulletins secrets. L'occupation se prolongera jusqu'à jeudi matin. De nouvelles actions seront alors proposées aux travailleurs par les syndicats.

C'est la semaine dernière que le général Jacques Mitterrand, frère du chef de file

de l'Union de la gauche et PDG de la SNIAS, avait confirmé la prochaine fermeture de l'usine de réparation et d'entretien de Déols-Chateauroux.

Sur les 560 salariés travaillant actuellement dans l'Indre, une centaine seront mutés à Bourges et 130 environ des services après-vente et central-échange seront maintenus à Déols. Les autres pourraient être mutés dans les autres établissements du groupe : division hélicoptères et engins balistiques.

STAN (Brétigny-sur-Orge)

Les travailleurs continuent leur lutte

La quasi totalité de la STAN (filiale de l'entreprise nationale la SITA) continue l'occupation des locaux et le blocage des camions-bennes. Ils ont rassemblé l'ensemble de ces camions dans les 2 plus gros dépôts (Plaisirs - 78, et Brétigny). Les travailleurs français et immigrés luttent côte à côte.

Vendredi 2 avril, la direction « offrait » en échange de la reprise du travail : 100 F pour les heures perdues et « l'assurance de pardonner la faute des grévistes ».

Les travailleurs de la STAN n'acceptent pas les aumônes ; en plus de leurs revendications initiales (200 F pour tous...) ils demandent le paiement complet des heures de grève. Ils affirment : « Plus la direction traîne, plus elle devra payer car ils ne céderont pas ». Les travailleurs de la STAN appellent les travailleurs du département de l'Essonne à soutenir leur juste lutte.

Correspondant HR avec le délégué CFDT et les grévistes

ARRACHER

LA CLASSE OUVRIERE

AU REVISIONNISME

par Jacques JURQUET

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot

publié aux Éditions du Centenaire

disponible sur commande à :

E.100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

Prix : 30 F

DERNIERE MINUTE

Renault-Billancourt
Grève des fonderies

Ce matin, la maîtrise de l'usine, des cadres et une poignée de jaunes, ont remis en route les fonderies. C'est une tentative pour briser l'importante lutte des fondeurs ; ces derniers auxquels se sont joints les ouvriers de l'atelier moulage-métal manifestaient dans l'usine ce matin.

Nos informations demain.



La préparation du 37e Congrès de la CFDT

L'unité d'action avec la CGT (2)

Dans l'Humanité rouge No 463 nous avons commencé à publier de larges extraits d'un «document de réflexion» de «l'Union des syndicats CFDT des administrations centrales et assimilées» (USACA), portant sur la question de l'unité avec la CGT. Ce problème est vital puisqu'ils s'agit de définir l'attitude à avoir par rapport au révisionnisme : suivisme ou opposition. Quelles perspectives peuvent donner les syndicats aux travailleurs ? L'abolition du patronat et du salariat, les dirigeants révisionnistes de la CGT n'en veulent pas. Or c'est là le fond de la question, et donc se mettre à la remorque des révisionnistes revient à cautionner le maintien du système capitaliste prônée par le «Programme commun» de la fausse gauche, et freiner le développement du mouvement de masse.

D'ores et déjà de très nombreux travailleurs se placent sur des positions de lutte de classe — notamment un certain nombre de militants CFDT. Les militants de l'USACA ont analysé dans leur document de réflexion la question des négociations (liées ou non à l'action de classe et de masse), l'établissement d'un rapport de forces : «Pour qu'une action soit un succès, elle doit s'achever après satisfaction et celle-ci doit être au moins suffisante pour ne pas décourager les personnels» (cf. HR No 463).

L'USACA en vient ensuite à la question : unité factice ou unité réelle, pour l'action ou pour la négociation à tout prix ?

S'il est bien vrai que c'est par l'action unitaire que nous exprimerons notre détermination à faire aboutir l'ensemble de nos revendications, encore faudrait-il s'entendre sur ce qu'est une véritable action... ce qu'est une véritable unité.

Les grèves de 24 heures et les semaines d'action sont plaquées sur la réalité et celle-ci n'est pas telle que la voient les organisations syndicales.

Ces dernières négocient... donc il leur faut une action. Tout se passe comme s'il y avait lieu seulement de «soutenir» des discussions d'États-Majors (entre fédés syndicales, puis entre les syndicats et le gouvernement).

Or, de telle sactions ne peuvent avoir de valeur que si elles sont précédées d'informations et progressivement amplifiées. Ce qui les rend inutiles et même néfastes, c'est qu'il n'y a rien avant et que rien n'est prévu pour après.

C'est aux syndicats de proposer des moyens qui permettent à l'action de durer et de se développer.

L'UNITÉ

Au lieu de faire d'innombrables appels communs, ne faudrait-il pas entreprendre une sérieuse étude de l'attitude de nos «partenaires» en particulier de la FEN et de FO ?

N'est-ce pas leur donner finalement notre caution que d'accepter, voire de solliciter leurs signatures ?

Dire tout ce qui en somme démontre de façon très claire la véritable nature de la politique de «concertation».

Il est donc urgent de revoir notre conception exacte de l'unité : pas d'unité à n'importe quel prix qui enterrerait l'action entreprise.

En tout état de cause, l'unité ne peut se faire, dans l'action, qu'avec l'accord de l'ensemble des agents concernés.

L'ACTION

Il faut que ceux-ci aient la possibilité de se faire une opinion en entendant en assemblée générale les positions de chacun (ce qui est fort différent d'un appel commun fourre-tout) !

Pour que la prise de conscience soit possible, il faut que ces assemblées générales soient précédées d'informations précises. Enfin, elles auraient un plus grand poids, si on s'exprimait publiquement sur les points de divergence.

Ce n'est qu'ainsi qu'il sera possible :

- d'arriver à une expression des travailleurs ;
- de lancer des actions qu'ils auront eux-mêmes décidées, sur ces mots d'ordre qu'ils auront choisis.

Ce n'est qu'ainsi qu'on

peut «rendre aux travailleurs un pouvoir réel sur leur situation et leur devenir» (cf. avant-projet de résolution générale pour le 37e congrès confédéral).

L'unité d'action ne sera plus alors un vœu pieux ou un moyen de publicité pour dirigeants syndicaux. Elle se fera solidement à la base et

la progression réelle dans l'intensité des luttes, la poursuite de l'action engagée deviendra vraiment l'affaire des travailleurs, condition essentielle pour que l'action soit un succès.

La CFDT a toujours cherché à élargir et à amplifier l'action. Mais il ne faut pas oublier que les travailleurs, pour s'engager dans l'action, jugent non seulement les objectifs revendicatifs, mais aussi les moyens d'action proposés.

PROPOSITIONS POUR L'USACA

Si nous voulons réellement sortir de la situation qui est actuellement la nôtre, si nous voulons avoir un syndicalisme qui unifie les revendications et les luttes, il nous faut mettre solidement nos moyens, tous nos moyens, en œuvre.

A nous de réfléchir et de voir s'il s'agit bien de préparer les nécessaires combats unitaires en s'engageant — pour des motifs où la tactique électorale semble prioritaire (il va y avoir des élections aux CAP) — dans des «semaines d'action» dont la suite d'ailleurs n'est pas réellement prévue.

Quels avantages nous a apporté jusqu'ici la mécanique CGT des «semaines d'action» ?

Cherbourg

GREVE ILLIMITEE CHEZ SIMON «LA MISERE»

A Cherbourg, les ouvriers de l'entreprise métallurgique (machines agricoles) Simon Frères sont en grève depuis le 1er avril.

UNE REVOLTE CONTRE LES BAS SALAIRES

Dans cette entreprise certains ouvriers gagnent 1 400 F par mois et la moyenne des salaires est de 1 600 F. Comment vivre avec cela ! Dans le département l'entreprise est con-

tout après une grève contre 38 licenciements qui échoua il y a deux mois.

DÉTERMINATION ET VIGILANCE

Les mutations d'un atelier à l'autre des «essais» professionnels humiliants visant à déclasser des ou-



Barricade et piquet de grève.

viens pour ses bas salaires d'où le surnom de Simon-la-misère. C'est la mise en place des nouvelles classifications dans la métallurgie qui a fait déborder le vase. La coupe était pleine sur-

vriers dont certains qui ont plus de 20 ans de maison, voilà ce que les travailleurs ne tolèrent plus.

Le 30 mars, la masse des ouvriers décide la grève, les sections CGT et CFDT qui

la France des luttes

Renault-Billancourt

3e semaine de grève aux fonderies

Cette grève est très importante pour les fondeurs, car c'est aussi la première de puis 68. Dans ce secteur, plus qu'ailleurs,

380 fondeurs des ateliers des carters-cylindres et des collecteurs, mènent avec une grande détermination leur lutte pour :

- Augmentation de salaire (traduite par 5 points de coefficient).

- Des temps de repos plus longs.

- Des remplaçants en plus.

- L'amélioration des conditions de travail.

Au fur et à mesure que la lutte se déroule, les fondeurs mettent de plus en plus l'accent sur les conditions de travail, car ils se rendent compte d'une chose : c'est que la grande majorité d'entre eux, n'atteindront pas 50 ans, vu leur état de santé ; que la grille (de salaire) spéciale fonderie, que les révisionnistes ont pris comme cheval de bataille, ne remplace ni les maladies des poumons (tuberculose), ni les colonnes vertébrales écrasées.

Lequel d'entre eux profitera de sa retraite ? Lequel y parviendra surtout ?

les révisionnistes bénéficient du passé prestigieux du parti qui fut celui de la classe ouvrière. La Régie est qualifiée de fief révisionniste, mais ce fut d'abord un fief communiste, avec de nombreux militants des cellules fortes, donnant pendant la guerre les meilleurs camarades qui organisaient la Résistance. Actuellement le PCF y est composé de vieux militants qui y demeurent parce qu'ils lui ont donné leur vie. Mais ils refusent pour la plupart l'abandon de la dictature du prolétariat : «C'est notre seule richesse» disait un ancien, après le 22ème congrès.

Les jeunes qui s'y trouvent actuellement ont dans l'ensemble adhéré dans l'espoir de promotion (il faut dire qu'il y a au niveau de la maîtrise et de la direction Renault de plus en plus d'anciens délégués CGT, d'actuels révisionnistes).

Gageons que dans l'usine, le PCMLF saura redonner aux vrais communistes l'idéal qui anima toute leur vie.

Les communistes marxistes-léninistes de l'usine

Aluvac (Nanterre)

Les ouvriers en lutte contre le racisme

Par leur grève avec occupation les travailleurs français et immigrés de l'usine Aluvac ont montré leur détermination à lutter ensemble contre le racisme et ce malgré l'opposition des «délégués».

Mardi 30 mars, au cours d'une visite médicale dans l'usine, le chef du magasin demande au médecin : «Pourquoi les Français sont-ils convoqués à la visite médicale en même temps que les Arabes ? Ils sont tous tuberculeux !»

Un travailleur immigré, qui attendait son tour, entend ces propos. Il sort immédiatement avertir ses ca-

marades de travail.

Tout l'atelier décide alors de débrayer, 2 heures de grève, pour protester contre cette nouvelle attitude raciste d'un membre de l'encadrement.

Les travailleurs, qui avaient spontanément déclenché cette riposte, ont demandé le soutien du syndicat CGT de l'usine. Il leur a été répondu que cette question ne pouvait pas se traiter dans l'usine, mais à l'extérieur.

Au lieu de mobiliser tous les travailleurs de l'usine contre le racisme qui sévit dans cette société, la CGT a une nouvelle fois isolé les travailleurs de cet atelier, et refusé de prendre les moyens pour que de tels faits ne puissent se renouveler.

La CGT a montré une fois de plus son vrai visage. Le mécontentement des ouvriers se fait de plus en plus vif et ils prennent de plus en plus conscience que, pour pouvoir lutter efficacement contre le patron et ses valets racistes de l'encadrement, il faudra chasser les délégués de la CGT des postes qu'ils ont usurpés, pour réaliser un véritable syndicat de classe et de masse.

Correspondant HR avec des ouvriers de l'usine.

ils ont pour eux l'expérience de deux récentes luttes des métallos cherbourgeois (Vie et Babcock) ; à chaque fois il a fallu affronter la violence patronale et policière.

Les grévistes qui ont déjà reçu le soutien des travailleurs de l'UIE, ont organisé le week-end dernier des rencontres avec la population car ils savent aussi d'expérience que le soutien populaire est important. Chez Simon, contre la misère et les brimades le combat continue jusqu'à la victoire, tel est le slogan des grévistes.

Correspondant H.R.

n'avaient pas prévu une telle mobilisation, enregistrent et participent au mouvement.

Lors de la première entrevue la direction propose d'attendre le 7 avril et demande la reprise du travail. Alors l'action se durcit, l'ensemble des grévistes décide de fermer les portes, d'interdire l'accès de l'usine aux jaunes et dresse une barricade devant l'entrée. Des délégués CGT et CFDT tiennent à préciser qu'ils ne sont pour rien dans tout cela, et que c'est la base qui décide ! Souci de la démocratie de leur part ou refus de s'engager à fond du côté de la grève ?

Un piquet de grève est organisé

Le patron demande l'évacuation de l'usine et fait appel à la justice et aux flics. Une ordonnance d'expulsion a été prise mais les grévistes ne sont pas intimidés.



Saint-Brieuc

Occupation de l'ANPE par le comité de chômeurs

Jeudi matin, 1er avril, le Comité de chômeurs de Saint-Brieuc a appelé les chômeurs à occuper l'Agence nationale pour l'emploi, pour obtenir le paiement immédiat des indemnités : certains, inscrits depuis novembre, n'avaient encore rien touché.

C'est à la suite de discussions que d'autres chômeurs se sont joints à nous, et nous sommes montés au bureau du directeur à une trentaine. Devant notre attitude décidée, il a été obligé de téléphoner à l'ASSEDIC pour expliquer pourquoi on était là et ce qu'on deman-

avances seraient versées le jour même sur les indemnités en retard.

L'après-midi, nous sommes tous allés à l'ASSEDIC et les avances ont été payées à ceux qui se présentaient.

Le lendemain, 2è jour de pointage, les chômeurs ont été prévenus de notre action par un article que nous avions porté à la presse locale. Nous sommes à nouveau intervenus à l'ANPE : panneaux sur l'action et les résultats de la veille, discussions avec les chômeurs, et questionnaire pour déterminer les actions à venir.

grinçant, et une à la Direction départementale du travail.

Si on fait le bilan de ces 2 jours, dans l'ensemble, c'est positif, bien que nous n'ayons pas obtenu tout ce que nous avions demandé : nous n'avons obtenu que des avances, et pas le paiement immédiat de la totalité. Mais c'était la première action concrète, rassemblant des gens décidés, et dès le vendredi matin, les discussions avec les chômeurs étaient bien plus faciles et confiantes. Beaucoup de chômeurs ont pris conscience que c'est l'action collective qui a payé, et certains ont même décidé de rejoindre le Comité de chômeurs.

Correspondant HR
avec un groupe
de chômeurs.



St-Brieuc : occupation de l'ANPE le 1er avril 1976 (photo correspondant HR).

dit. Une heure et demie après, on avait une réponse positive de l'ASSEDIC : des

L'après-midi, deux interventions : une à l'ASSEDIC où le personnel était assez

Recette principale des PTT-Paris

Oser lutter

Chez les préposés affectés au chargement et déchargement des camions postaux la colère grondait. Le 2 avril après-midi, les effectifs sont de 35 au lieu de 47. C'est intolérable ! La brigade de 16 heures tient une assemblée générale sur le tas. A l'unanimité elle décide débrayer sur le champ et tous se rendent dans le bureau du chef de service ; les grévistes exigent 12 préposés supplémentaires pour reprendre le travail. Le chef de division prévenu propose 6 préposés pour le 8 avril ! La brigade décide alors de tenir une assemblée générale interbrigades au chauffoir ; un porte-parole des responsables révisionnistes de la CGT tente de s'y opposer : « C'est pas légal, il faut un préavis de 5 jours ». Peine perdue, l'assemblée générale se tient comme prévu ; à l'unani-

té les travailleurs décident de poursuivre, si possible d'étendre le mouvement et de monter en masse au cabinet du receveur principal. Mais alertés par le chef de division une demi-douzaine de responsables CGT et CFDT tentent de fléchir les travailleurs : « Il y a d'autres moyens que la grève » « Il vaut mieux monter en délégation réduite cela comporte moins de risques » ; l'assemblée réplique « Plus on est nombreux et mobilisés, moins il y a de risques ». Toute l'assemblée se rend chez le receveur. Une délégation composée de responsables syndicaux et de préposés syndiqués et non-syndiqués en lutte est alors reçue par le chef du personnel.

Celui-ci reste évasif, le secrétaire CFDT et les travail-

leurs présents exigent des propositions immédiates. Le responsable CGT se montre conciliant et cherche un compromis. Pendant une suspension de séance, la délégation rend compte au personnel rassemblé dans l'escalier. Des travailleurs combattifs repoussent les propositions capitulaires du dirigeant CGT et l'assemblée décide de poursuivre l'action le lundi si la direction ne cède pas.

Une seconde entrevue se déroule alors et se solde par : 13 préposés supplémentaires pour le lundi, 2 repos compensateurs supplémentaires, aucune sanction, nouvelle entrevue le 5 avril à 10 h 30 pour préciser les modalités d'application.

Les marxistes-léninistes de RP Paris.

Salaires et prix

Selon des chiffres officiels LE POUVOIR D'ACHAT DES TRAVAILLEURS DIMINUE !

La crise que connaît actuellement l'économie capitaliste est celle du système capitaliste lui-même, une manifestation de son pourrissement. Le système en crise est incapable de résorber le chômage, il ne cesse au contraire d'augmenter le nombre des chômeurs. Voilà pourquoi les chansons sur la relance et la reprise sont illusoire. Mais cela la bourgeoisie ne saurait l'avouer, et elle se dépense sans compter pour empêcher que les travailleurs en prennent conscience.

Pour résorber le chômage disent les capitalistes, il faudrait que les travailleurs consentent à modérer leurs revendications salariales. C'est ce que Giscard, Fourcade et les prophètes ministériels qui annoncent depuis 8 mois la fin du tunnel ne cessent de répéter. Pourquoi ? Parce que selon eux, la reprise économique et son corollaire, la diminution du

chômage, risquent, si les travailleurs se montrent trop exigeants, d'entraîner une reprise de l'inflation et de la hausse des prix.

Autrement dit, vous, chômeurs, ne vous en prenez pas au capitalisme, ne luttez pas contre les patrons, tournez votre colère contre les autres ouvriers qui réclament trop et qui empêchent ainsi les patrons de vous donner du travail. C'est ce que raconte la bourgeoisie, et ce qu'a encore réaffirmé Giscard le 24 mars : « La hausse des salaires entraîne celle des prix ; elle constitue un handicap à l'exportation en réduisant la compétitivité des produits français ; elle est donc responsable de la persistance du sous-emploi ».

La hausse des salaires entraîne celle des prix ? Voyons plutôt ce que disent les statistiques officielles de l'INSEE

LA HAUSSE DES SALAIRES A FORTEMENT RALENTI DEPUIS SIX MOIS LE POUVOIR D'ACHAT STAGNE		
	Hausse trimestrielle	
	Du taux de salaire horaire	Du pouvoir d'achat
Janvier 1975	3,7 %	0,9 %
Avril 1975	3,7 %	1,2 %
Juillet 1975	4,8 %	-2,5 %
Octobre 1975	2,8 %	0,9 %
Janvier 1976	2,7 %	0,6 %
Avril 1976	2,3 %	-0,3 %

Source : Tendances de la conjoncture INSEE.

Ainsi, alors que le SMIC vient d'augmenter de 2,4 % des chiffres officiels nous montrent qu'en fait le pouvoir d'achat des smicards et des autres travailleurs, lui, ne cesse de baisser en réalité. Pourtant la hausse des prix continue et s'accroît : lundi matin encore le petit

café est passé, au bar, de 0,90 à 1 F ; et le chômage atteint des proportions égales. La preuve est ainsi fournie que les leçons d'économie de la bourgeoisie et du gouvernement ne sont que mensonges destinés à tromper les travailleurs et à les détourner de la lutte.

CHEZ POCLAIN DANS L'OISE : 4 SYNDICALISTES LICENCIÉS !

Quatre syndicalistes CGT et CFDT employés aux usines Poclain ont été mis à pied vendredi, avec procédure de licenciement, pour avoir participé le 31 mars dernier à la séquestration du directeur général de la société Poclain. Deux de l'usine de Verberie, un de Crépy-en-Valois, un de Plessis-Belleville.

Toutes les usines du groupe, (5 000 travailleurs, 1er fabricant européen de pelles hydrauliques) sont situées dans l'Oise. En riposte, les ouvriers de l'usine de Verberie ont occupé l'usine depuis le vendredi à 16 heures.

PAYSANS EN LUTTE

« Sans profession ?... Je travaille autant que mon mari, et je n'admets pas que mon travail ne soit ni reconnu, ni rémunéré ». Tel était le contenu de l'une des affichettes qui décoraient la salle où s'est déroulé récemment, au salon de l'agriculture, un débat sur « la femme dans l'agriculture ». Ce débat clôturait « la semaine paysanne » organisée par des élèves de deux écoles d'agriculture parisiennes : l'Institut national agronomique et l'École supérieure d'ingénieurs et techniciens pour l'agriculture (1).

Des femmes de paysans-travailleurs ont présenté un film sur leur condition : pour survivre, les paysans n'ont souvent que la solution d'investir et de s'endetter, ils doivent se « moderniser ». Cela signifie travailler plus sans amélioration substantielle du revenu. La condition de la femme paysanne ne s'améliore pas, car elle a notamment un rythme de travail beaucoup plus rapide qu'au-

paravant. De nombreuses femmes paysannes, de tous âges,

étaient présentes, venues de toute la France : Lot-et-Garonne, Alpes-Maritimes, Morbihan, etc. Elles s'exprimèrent largement :

1) Sur la dégradation de leur condition de vie et de travail : surexploitée, il leur faut de plus en plus travailler. La « modernisation » des exploitations, demandant plus d'attention dans le travail, rend impossible de faire plusieurs tâches à la fois, par exemple la traite et l'éducation des enfants. Ainsi la double journée de travail s'allonge. Une paysanne fit remarquer que lorsqu'il y avait les chevaux, elle et son mari avaient un ouvrier ; maintenant, ils ne peuvent plus payer d'ouvrier, et « la femme est sur le tracteur ».

2) Sur la nature de leurs problèmes : « Est-ce un problème de couple ou d'exploitation ? » Peut-on résoudre ces problèmes avec le mari seul ? Certaines firent remarquer que leur condition était trop liée à l'évolution de l'exploitation pour être uniquement résolue en faisant face avec courage au mari. Elles précisèrent

que le poids des idées est tel « qu'on a du mal à laisser la vaisselle au mari ». Ainsi, leur condition, loin d'être liée à leur seule bonne volonté, dépend étroitement et principalement de notre société capitaliste.

3) Surtout sur le fait qu'elles ne sont pas reconnues comme femmes travailleuses, mais qualifiées de « sans profession ». La plupart réclament un statut de la femme agricultrice, statut leur garantissant une plus grande indépendance par rapport au mari et, surtout, reconnaissant leur travail. Cela leur permettrait non seulement d'avoir certains avantages comme le droit aux congés de maternité, les indemnités de maladie, mais aussi de divorcer. Car actuellement « que peut faire une femme d'agriculteur si elle n'arrive pas à s'entendre avec son mari ? ».

Elles demandent aussi qu'on leur garantisse l'accès au métier : actuellement « une jeune fille ne peut pas décider d'être agricultrice, car elle ne sait pas avec qui elle va se marier ».

La situation de la femme paysanne est trop dépendante de celle du mari et la place dans une situation quasi « féodale ». Elle ne peut même pas se syndiquer, car ce sont les exploitations qui sont reconnues et donc les chefs d'exploitations qui sont syndiqués. Peut-elle aller aux réunions ? Non, c'est le chef d'exploitation, le mari, qui en a le droit ; la femme ne pouvant le faire que si elle fait partie d'une commission ou si elle est mandatée par le mari.

En tant que travailleuses, elles aspirent à être compétentes. Mais cela est-il possible tant qu'existera leur surexploitation, tant qu'il faudra faire deux journées de travail dans une.

Devant tous ces problèmes, la question posée était : que faire ? Une hortultrice des Alpes-Maritimes l'a résumé ainsi : S'UNIR. Une lectrice.

(1) « La semaine paysanne » s'est déroulée au moment du salon de l'agriculture. Elle comportait une série de débats sur la situation actuelle des petits et moyens paysans, rompant ainsi le silence qui est fait au salon de l'agriculture.

Enseignement

Des professeurs refusent de remettre au rectorat d'Orléans-Tours les résultats de tests sélectifs

Le Rectorat de l'Académie d'Orléans-Tours poursuit actuellement une expérience tendant selon lui, à faciliter l'orientation des élèves de l'académie.

Cette expérience consiste, dans un premier temps à mettre sur pied un «fichier général second degré» où tous les élèves sont mis en cartes perforées. L'ordinateur du Rectorat, lorsqu'il sera fonctionnel, pourra orienter de façon «scientifique» tous les élèves «aptés» vers telle ou telle branche de l'industrie en fonction des besoins du patronat.

Début mars, le Recteur a mis sur pied un système de tests destinés, selon lui, à faciliter l'orientation et surtout le passage en CET des élèves de 5e, 5e III (ex-classes de transition), de CPPN (classes préprofessionnelles de niveau remplaçant les ex-«classes pratiques»). Ces tests, sous une caution faussement scientifique, se proposent en fait de rentabiliser et d'enrichir le fichier déjà en place. Plutôt que de créer dans la région, de nouvelles sections de CET, afin d'augmenter les possibilités de choix et d'orientation, l'Éducation nationale préfère renforcer la sélection. Et l'on sait bien que ce sont toujours les fils de la classe ouvrière qui font les frais de cette sélection.

Cette tentative a eu un seul résultat positif : provoquer une véritable levée de boucliers de la part des enseignants des classes concernées.

Dans nombre de CES de l'académie et notamment des agglomérations d'Orléans, de Pithiviers, de Gien et de Montargis, les enseignants à l'appel des militants du SGEN-CFDT ont décidé de boycotter ces «examens-tests» en refusant, dans la plupart des cas d'en communiquer les résultats au rectorat.

A l'heure actuelle les services académiques sont dans l'impossibilité de poursuivre l'expérience.

Devant cette action, le Recteur a décidé de sanc-

tionner les enseignants qui ont participé au «boycott» en opérant des retenues sur les salaires. Cette mesure est illégale puisque les professeurs concernés ont assuré le service en surveillant les élèves pendant les tests et en corrigeant les épreuves. Le refus de communiquer les

notes ne peut en aucun cas être assimilé à une absence des professeurs et aucune retenue de salaire ne peut donc être opérée. Aussi, le cas échéant, les enseignants sont-ils décidés à faire reculer une nouvelle fois, le Rectorat.

Correspondant HR.

Parution d'un nouveau numéro d'«Ouest-Licenciements»

ouest licenciements

Pour briser l'isolement imposé par la presse bourgeoise

Prenons en main la presse des luttes

NON aux LICENCIEMENTS

Les ouvriers de Caron-Ozanne luttent depuis le 5 juin 1975, pour le maintien de leur emploi. Depuis le 5 juin, nous avons pris de multiples initiatives qui font que dans l'ensemble de notre région notre lutte est bien perçue.

Depuis le 5 juin, nous fonctionnons en démocratie ouvrière, ce qui a permis une participation importante de l'ensemble des grévistes et de maintenir une unité dynamique parmi les ouvriers.

Depuis le 5 juin nous avons fait 9 numéros de Ouest-Licenciements. Aujourd'hui, un peu essouffés par ces longs mois de lutte, nous avons besoin d'un soutien important pour espérer vaincre.

C'est pourquoi, dans la mesure où nous croyons que vous êtes prêts à nous soutenir, nous vous demandons de faire connaître le mieux possible notre lutte et Ouest-Licenciements.

Pour nous les abonnements constituent le meilleur soutien financier.

Les travailleurs de l'imprimerie Caron-Ozanne et leurs sections syndicales CGT, CFDT.

Si vous désirez adresser directement votre soutien financier ou des articles pour Ouest-Licenciements aux travailleurs de Caron-Ozanne, écrivez à Hubert Grammare 25 rue du Père-Sanson — 14000 Caen.

AVERTISSEMENT DES OUVRIERS DE CARON-OZANNE :

Nous vous signalons une erreur de frappe en dernière page de Ouest-Licenciements No 9 (dont la 1e page est reproduite ci-dessus). Au lieu de : «N'est-il pas fondamental d'avoir un journal qui laisse ses colonnes ouvertes aussi bien aux ouvriers qu'aux chasseurs, qu'aux paysans et aux secteurs.»

Il faut lire : «N'est-il pas fondamental d'avoir un journal qui laisse ses colonnes ouvertes aussi bien aux ouvriers, qu'aux paysans et aux pêcheurs.»

LA PAROLE AUX LECTEURS

Une lettre d'un jeune agriculteur

Je réponds au questionnaire paru dans le No 448. Je lis l'HR depuis le mois de septembre régulièrement, je ne le lisais que périodiquement pendant quelques mois avant.

1) Personnellement j'ai remarqué une amélioration, tant dans la forme que dans le contenu. Surtout depuis le tirage du journal sur grand format : des articles plus complets au niveau de l'information, de l'analyse, et dans une forme simple. C'est très important car le journal doit pouvoir se lire assez vite pour que je puisse le lire presque entièrement. L'amélioration a été très bonne

en ce qui concerne les informations extérieures.

2) Le principal reproche que je fais au journal c'est d'être trop en retard sur l'information. Au niveau des nouvelles et au niveau des annonces de manifestations. Par exemple la publication sur le journal du 13-14 mars d'une réunion organisée par l'HR le 13 mars. Pour moi qui ne l'ai reçu qu'aujourd'hui, lundi, c'est très gênant.

3) Je lis régulièrement l'ensemble des articles (le journal est ma seule source d'information).

4) Ce que je trouve d'absent dans le journal et que je juge indispensable, c'est une

rubrique régulière (en plus des grands articles) sur l'histoire des luttes des ouvriers et des paysans de France. Ceci afin de mieux comprendre la montée du Parti communiste français et sa dégénérescence en parti bourgeois, mais aussi afin de pouvoir tirer des enseignements des luttes menées par exemple avant la guerre par les couches populaires.

Vifs encouragements et félicitations pour l'évolution rapide de l'HR, qui s'impose de plus en plus aux yeux de la classe ouvrière et paysanne comme un journal de classe au service des luttes.

Salutations communistes.
Un jeune agriculteur

La bourgeoisie veut réduire au silence une imprimerie progressiste de Lyon

Après la récente perquisition policière dont elle a été victime sous prétexte qu'avaient été imprimées dans ses locaux des tracts sur l'armée, l'Imprimerie presse-nouvelle (IPN) de Lyon se voit soumise à de nouvelles pressions et de nouvelles mesures répressives.

Voilà en effet que la principale banque d'IPN vient de lui retirer toute facilité de paiement et exige que soit mis fin immédiatement au découvert. Le directeur de l'agence lyonnaise de la banque en question ne cache pas que cette décision est prise sur «ordres venus de Paris». S'ajoutant aux difficultés que rencontrent de longue date les responsables d'IPN à trouver les capitaux nécessaires au fonctionnement de l'imprimerie, cette nouvelle mesure va aggraver considérablement la situation déjà précaire dans laquelle se trouvait IPN.

Mais pourquoi cet acharnement de la bourgeoisie sur IPN ? Pourquoi ces mystérieux ordres venus de Paris ?

En trois années d'existence, l'Imprimerie presse-nouvelle a rendu d'innombrables services aux ouvriers en lutte, aux petits paysans, aux travailleurs français et immigrés, aux marxistes-léninistes aussi. L'on sait par exemple qu'IPN a sorti un grand nombre de tracts, affiches et journaux pour les travailleurs de LIP, de Pennaroya, de Teppaz, pour les paysans-travailleurs, les Comités paysans du Larzac, du matériel aussi d'agitation pour l'avortement et la contraception libres et gratuits, etc. IPN a fait également des travaux pour «L'Humanité rouge», pour les Éditions du centenaire, notamment le récent ouvrage de Jacques

Jurquet, «Arracher la classe ouvrière au révisionnisme»... C'est à coup sûr parce qu'elle joue ce rôle important d'aide aux luttes ouvrières et populaires et aux travailleurs révolutionnaires qu'IPN est ainsi traquée par les capitalistes.

La bourgeoisie connaît l'importance décisive pour

les luttes de leur popularisation, elle sait aussi que le mouvement de lutte des masses est en plein essor, et c'est pour s'y opposer qu'elle veut réduire au silence l'Imprimerie presse-nouvelle. Gageons que les travailleurs sauront l'en empêcher.

L'Association des amis d'IPN, récemment fondée par les utilisateurs, se réunit lundi à Lyon pour examiner la situation. La fête prévue pour le 30 avril à la Croix Rousse pour soutenir IPN est maintenue. (44, rue Burdeau, 69001 Lyon).

Grand meeting de soutien à la jeunesse palestinienne en lutte

LE VENDREDI 16 AVRIL A 20 H 30

Salle de la Mutualité
24, rue St-Victor - Paris 5e
métro Maubert-Mutualité

A l'appel de
la Jeunesse communiste marxiste-léniniste
de France
avec la participation
d'une délégation du Comité exécutif de
l'Union générale des étudiants palestiniens
et le soutien de
l'«Humanité-Rouge»

AUX CAMARADES
DE LA RÉGION PARISIENNE

UNE AFFICHE ET UN TRACT D'APPEL
SONT DISPONIBLES

PASSEZ SANS ATTENDRE VOS COMMANDES
A L'HUMANITÉ-ROUGE

TARIFS D'ABONNEMENTS

Pli ouvert
1 mois 32 F
3 mois 95 F
6 mois 190 F
Soutien 300 F

Pli fermé
1 mois 60 F
3 mois 180 F
6 mois 360 F
Soutien 500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
No 3022672 La Source.



LE CONCOURS DE LA CHANSON 1976

Événement marquant pour le monde des affaires capitalistes en matière de chansons, le concours Eurovision de la chanson 1976 qui s'est tenu à La Haye (Pays-Bas) a vu la «victoire» d'une chanson britannique.

Retransmis par la télévision samedi soir à travers l'Europe, ce concours s'adressait à près de 400 millions de personnes. Il a permis de voir à quel point la culture bourgeoise est partout la même. 17 pays capitalistes étaient représentés avec en plus Israël qui cherche toujours la moindre occasion pour faire croire à son existence légitime (ici en matière culturelle).

Au grand dam des faiseurs de profits qui le regrettaient déjà les années passées, ce concours n'échappe pas aux tensions internationales. Ainsi dans le décompte des points attribués par un jury de chaque pays participants aux chansons, l'Irlande était la seule à donner le plus petit nombre de points (3) à l'Angleterre qui en recevait d'habitude 10 ou 12. La lutte contre l'impérialisme passe partout.



Vient de paraître

Cinéma 76

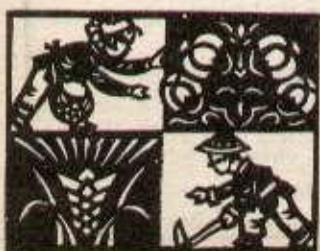
Avril 76 No 208

SPECIAL CINEMA CHINOIS

Le point sur le cinéma chinois par Régis Bergeron

Critiques sur le film «Comment Yukong déplaça les montagnes»
Entretien avec Joris Ivens et Marceline Lorian.

8 F le numéro. Dans tous les kiosques et les librairies.



football

LE REGNE DES PRIMES

Pour ceux qui croient encore aux «beautés du sport» et aux motivations «sportives» des footballeurs, nous expliquons ci-dessous comment fonctionne la rémunération des footballeurs «pro».

Outre des salaires relativement pharamineux (variant suivant la côte du joueur, du club, etc.) et des primes exceptionnelles comme celle de 4,5 millions pour chaque joueur de St-Étienne à la suite de sa victoire contre Dynamo de Kiev, il existe un véritable système de sept primes toutes plus agaçantes et «stimulantes» les unes que les autres.

Incorporées dans les cotisations de la Sécurité sociale, les primes du footballeur «pro» sont dues comme un salaire et liées au rendement collectif de l'équipe ainsi qu'au rendement individuel du jour.

1 — primes de rendement collectif :

Prime de résultat : elle est au minimum de 400 F par joueur et par match gagné en première division, et de 200 F en deuxième division. Pour des matches phares et en coupe de France, cette prime est souvent multipliée par dix.

Prime de classement : elle incite à progresser au classement ; le statut impose aux clubs classés dans les trois premiers à l'issue de la saison le versement aux joueurs d'une prime répartie au prorata des matches effectivement joués. Ces primes versées au club par le groupement sont fixées à 50 000 F pour le premier, 12 000 au second et 6 000 au troisième du championnat. Les clubs de seconde division accédant en première division au terme de la saison touchent 15 000 F.

Prime de spectateurs : prime d'intéressement pour

les matches «joués à domicile» et versée au joueur en fonction du nombre de spectateurs payants.

club. Elle varie de un à cent selon qu'il s'agit d'un débutant ou de joueurs confirmés.

systemes de primes, d'enchaîner les travailleurs à un intéressement sordide à se faire exploiter ainsi que de



Au cours d'un match. Ces joueurs courent-ils après un ballon ou après une prime pour augmenter leurs salaires ? (Photo Beutter).

Prime d'efficacité : la seule prime non prévue statutairement ; certains clubs récompensent ainsi leur équipe lorsqu'elle n'encaisse aucun but, en marque au moins trois ou réussit le bonus.

2 — Primes liées au rendement individuel :

Prime de présence : en championnat elle est de 100 F (60 F en seconde) et est accordée aux douze joueurs inscrits sur la feuille de match.

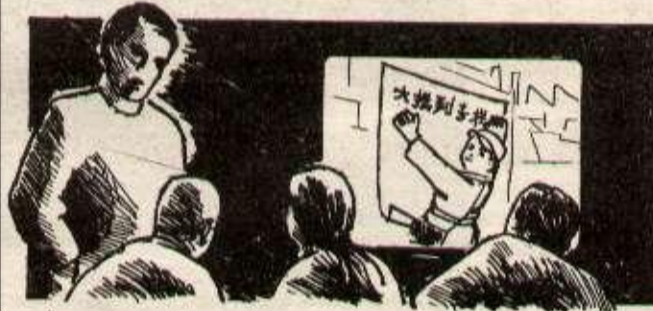
Prime de sélection : accordée aux sélectionnés en équipe de France par la «FFS», elle est fonction de la durée du stage et de l'importance de la rencontre.

Prime de talent : payable chaque mois, elle est fixée en principe pour la durée du contrat liant le joueur à un

Outre la quantité de fric que représentent ces primes, ce système a les habitudes caractéristiques des autres

les diviser : comment parler dans ces conditions de sport d'équipe et de cohésion des joueurs ?

Comment Yukong déplaça les montagnes



Débat autour du film

Propos recueillis spontanément auprès d'une spectatrice.

Moi je trouve ça formidable.

Sur la condition de la femme, dans les usines, ils tiennent compte de ce que disent les femmes ; et même une responsable c'est une femme. Donc en Chine une femme est considérée comme aussi capable qu'un homme. Aussi bien au travail en ville que dans les champs. En tout. Dans toutes les usines rien n'est négligé, j'ai vu les crèches, la garderie, la cantine, le service de santé sur place, ou alors on les voit en famille avec les grands-parents. La belle-fille peut travailler en toute quiétude.

Les ouvriers n'ont pas peur de se rassem-

bler, ils font la critique et l'autocritique, il n'y a pas de patron, ils ont toujours des idées nouvelles, ils travaillent pour eux et pour leur pays. Il n'y a que dans un pays socialiste qu'on peut voir une chose pareille.

J'ai vu aussi les femmes et les jeunes filles du village des pêcheurs. C'était excellent.

Je remercie les réalisateurs de ces films en ma qualité de femme du tiers monde sachant ce qu'est le problème de l'émancipation des femmes.

Une femme algérienne

12 films sur la Chine

Dans 4 salles :

St-Severin — 12, rue St-Severin 5e (métro St-Michel) — tél. 033-50-91 :

L'usine de générateurs — Les artisans — Une histoire de ballon.

Quintette — 8, 10, rue de la Harpe 5e (métro St-Michel) — tél. 033-35-40 :

Le village de pêcheurs — Une caserne — Entraînement au cirque de Pékin.

Git-le-Cœur — 12, rue Git-le-Cœur 6e (métro St-Michel) — tél. 326-80-25 :

Autour du pétrole — Le professeur Tsien — Impressions d'une ville : Shanghai — Répétition à l'Opéra de Pékin.

St-André-des-Arts — 30, rue St-André-des-Arts 6e (métro St-Michel) — tél. 326-48-18 :

La pharmacie — Une femme, une famille.

L'OLIVIER

— QUI SONT LES PALESTINIENS ?

CINEMA LE MARAIS
20 RUE DU TEMPLE PARIS 4^e
(MÉTRO TEMPLE OU HOTEL DE VILLE)
PERMANENT DE 14 A 24 HEURES

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN

NE LE JETEZ PAS!

DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE!

L'Humanité Rouge

document

A propos de l'unification des marxistes-léninistes

S'UNIR

Avec qui, sur quelles bases ?

Tous ceux qui ont l'unité des marxistes-léninistes à cœur s'intéressent vivement aux entretiens entre les divers partis, organisations ou formations de notre pays, se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung. Cette unité dans un seul et unique parti est inévitable.

Seulement, s'agit-il d'une «unité» avec des groupes qui n'ont jamais rompu avec le trotskysme, aussi bien sur les questions de principes que dans leur ligne ou leurs activités?

Ainsi le groupe «Révolution !» est-il un groupe marxiste-léniniste am-

Nous voudrions attirer l'attention de tous les militants se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung sur un point.

Max Cluzot, secrétaire politique du PCR (ml) a fait la déclaration suivante lors du rassemblement organisé par ce parti le 21 mars à Paris, salle de la Mutualité : «Les rapports étroits existant entre l'OC-GOP et une autre organisation qui se réclame du marxisme-léninisme, avec, à notre sens encore beaucoup d'ambiguïtés, ne sauraient compromettre le développement fructueux des discussions et d'une pratique commune, et nous en engagerons bientôt, afin de mieux la connaître avec cette organisation qu'est "Révolution !".»

QUE SIGNIFIE : «LE GROUPE "RÉVOLUTION !" EST UNE ORGANISATION MARXISTE-LÉNINISTE AMBIGUE ?»

En ce qui nous concerne, il ne saurait y avoir aucune ambiguïté sur la nature réelle du groupe «Révolution !».

Voyons ce que ce groupe dit lorsqu'il parle du PCR (ml) et nous comprenons où il veut en venir : «... Le PCR a à faire les choix décisifs qui l'amèneront à remettre ou non en cause les autres aspects erronés de son orientation (type de soutien à la Chine, rapports avec les réformistes et évidemment question du stalinisme).» («Révolution !» du 20 février 76 page 15).

N'est-ce pas là trois points (l'attitude à l'égard de Staline, de la Chine et du «réformisme» — comprendre «du révisionnisme») fondamentaux concernant à la fois des questions de principes et la ligne générale du Mouvement communiste international?

Autre point lié au précédent et sur lequel nous voudrions attirer l'attention des militants marxistes-léninistes est le contenu de certains passages de la déclaration de «Révolution !» suite à la récente Conférence nationale qu'il a tenue avec la GOP : «La discussion s'est engagée sur les conditions de la contre-révolution en URSS. Les camarades de la GOP ont certainement franchi un pas important en analysant le stalinisme, en tant que tel comme une ligne bourgeoise. Cette position marque une rupture très positive par rapport à l'indétermination qui avait été celle de ce courant sur cette question. Par contre, ils demeurent dans le plus grand flou sur la manière dont la victoire définitive de cette ligne bourgeoise a transformé la dictature du prolétariat en une dictature de la classe exploiteuse sur le prolétariat à la fin des années 20 et au début des années 30. C'est, bien sûr, une question sur laquelle il faudra "avec intensité" poursuivre pour arriver à une unité nécessaire sur cette question.»

Et de conclure que «la fusion était possible».

Est-ce ambigu ?

Cela ne va-t-il pas dans le sens des propos tenus par l'individu représentant la GOP à la tribune du rassemblement du 21 mars, qui a réussi la «performance» de présenter une ligne d'alliance avec l'Union de la gauche au nom d'une tactique prétendant «gagner la majorité» des travailleurs,

tout en attaquant violemment notre journal comme «doriote» et «à droite du PCF» ?

Mais revenons aux trois points «ambigus» avancés par le groupe «Révolution !».

LA QUESTION DE STALINE

Pourquoi la question de l'appréciation de l'œuvre de Staline est-elle une pierre de touche qui distingue irrémédiablement les marxistes-léninistes authentiques des révisionnistes modernes, trotskystes et autres éléments bourgeois ?

C'est là une question qui mérite une attention particulière et permet de saisir la nature des divergences de principes, fondamentales qui nous séparent de groupes qui s'intitulent fallacieusement «marxistes-léninistes-antistalinistes».

peut dire que ceci : le "stalinisme", c'est avant tout le communisme, le marxisme-léninisme. Tel est son aspect fondamental. (...) Nous estimons que si l'on met en parallèle les erreurs de Staline et ce qu'il a réalisé, les erreurs n'occuperont que la seconde place. (...) En abordant le mot d'ordre erroné de lutte contre le "stalinisme" une partie des communistes a contribué au développement d'un courant idéologique qui tend à réviser le marxisme-léninisme. Ce courant révisionniste facilite incontestablement l'attaque menée par l'impérialisme contre le mouvement communiste, et l'impérialisme utilise en effet activement ce courant. Tout en combattant résolument le dogmatisme, nous devons combattre non moins résolument le révisionnisme.»

De son côté, le Comité central du Parti du travail d'Albanie publiait dans le «Zeri i

le marxisme-léninisme, défendu par Staline, dans une lutte implacable et de principe contre les courants opportunistes et révisionnistes les plus divers, à commencer les courants des anarchistes et des nationalistes bourgeois jusqu'à ceux de Boukharine, de Trotsky et de Tito, et développé ultérieurement par lui dans les conditions concrètes de l'édification du socialisme et du communisme en Union soviétique et du développement ultérieur de tout le mouvement ouvrier, révolutionnaire et anti-impérialiste. (...)

En lançant des calomnies contre Staline, en qualifiant toute la période de sa direction de période de la «domination de la terreur», des «graves violations de la légalité socialiste», etc., les révisionnistes tentent de dénigrer, de falsifier et de réfuter l'expérience historique de la dictature du prolétariat et de l'édification socialiste et communiste en Union soviétique au cours de la période de la direction de Staline. C'est pourquoi, la lutte sur la question de Staline, qui se poursuit, entre marxistes-léninistes et révisionnistes modernes, est, en fait, une lutte sur la question vitale et fondamentalement le principe : faut-il suivre, dans l'avenir également, fidèlement l'expérience historique fondamentale de l'Union soviétique et du PCUS, la voie tracée par Lénine et Staline, ou bien faut-il que les peuples qui luttent pour le triomphe du socialisme et du communisme s'engagent dans une autre voie, dans la voie de la trahison et de la dégénérescence du socialisme, dans la voie de la restauration du capitalisme, où cherchent à les entraîner N. Khrouchtchev et son groupe ? (...)

A propos de l'appréciation des erreurs commises par Staline Enver Hoxja, secrétaire général du Parti du travail d'Albanie avait déjà déclaré à la conférence de Moscou de 1960 des 81 partis communistes et ouvriers :

«Staline a-t-il commis des erreurs ? Assurément oui. Il était inévitable qu'une si longue période, remplie d'actes héroïques, de combats, de victoires, comportât aussi des erreurs, non seulement des erreurs personnelles de Joseph Staline, mais aussi de la direction en tant qu'organe collectif. Est-il un parti ou un dirigeant qui se considère exempt de toute erreur dans son travail ? Lorsque des critiques sont soulevées à l'égard de la direction soviétique actuelle, les camarades soviétiques nous conseillent de regarder en avant, de ne pas revenir sur le passé et de mettre un terme à la polémique, mais lorsqu'il s'agit de Staline, non seulement ils ne regardent pas en avant, mais ils reviennent en arrière, très en arrière, pour ne fouiller que dans les faiblesses de l'œuvre de Staline.»

Ainsi sur ce premier point la position du groupe «Révolution !» n'a rien d'ambiguë ; c'est la position universelle du trotskysme depuis que ce courant bourgeois est apparu dans notre pays.

Brandir aujourd'hui l'«antistalinisme» au nom du marxisme-léninisme c'est rejoindre purement et simplement les révisionnistes modernes qui chantent cette chanson depuis vingt ans exactement.

(A suivre demain.)



Comprendre qu'il y a là une contradiction est d'une importance capitale, pour qui veut réellement l'unité sur des bases de principe.

Dès l'attaque en règle du renégat Khrouchtchev à la tribune du XXe Congrès du PCUS, contre la vie et l'œuvre de Staline, et malgré l'émoi et la confusion qu'il suscita dans les rangs du Mouvement communiste international, les communistes chinois et albanais, ainsi que de nombreux autres communistes, s'élevèrent pour défendre Staline en expliquant que ces attaques étaient des tentatives pour remplacer le marxisme-léninisme par le révisionnisme dans le domaine de la théorie et de la pratique. La vie même a largement démontré depuis ces vingt dernières années la profondeur de justesse de cette appréciation.

Voyons ce qu'en disaient nos camarades chinois et albanais, dès cette époque.

Le «Renminjipao» (Quotidien du peuple), organe central du Parti communiste chinois, du 29 décembre 1956, devait publier un long article intitulé «Encore une fois à propos de l'expérience historique de la dictature du prolétariat» où devait être examiné au point No 2 «L'appréciation des mérites et des erreurs de Staline».

En voici la conclusion : «Considérant la question sous tous ses aspects, si l'on veut absolument parler de "stalinisme", on ne

populit» les 12, 13 et 14 juin un long article intitulé «Dénoncer jusqu'au bout les manœuvres dangereuses du groupe N. Khrouchtchev concernant la prétendue lutte contre le "culte de la personnalité"». Voici des extraits du chapitre intitulé : «La question de l'attitude envers Staline est une grande question de principe pour tout le Mouvement communiste international.»

«...Le Parti du travail d'Albanie, en même temps que les autres partis-marxistes-léninistes frères dans le monde entier, s'est dressé pour défendre J. V. Staline, son œuvre et ses conceptions. Ils partent du fait que la question de l'attitude envers Staline, de l'appréciation de ses conceptions et de son œuvre, n'est pas une affaire de sympathie ou d'antipathie envers telle ou telle personne et elle n'est pas non plus une simple question intérieure du PCUS. C'est une grande question de principe, d'importance vitale pour tout le mouvement communiste et ouvrier international.

La question de Staline est une grande question actuelle de portée mondiale, pour la bonne raison que J. V. Staline ne défendit pas et n'élabora pas une nouvelle doctrine, différente de celle de Marx, Engels et Lénine. En réalité, ce que N. Khrouchtchev et ses zéloteurs appellent avec mépris «stalinisme» et s'efforcent de dénigrer et de réfuter par tous les moyens, n'est autre que